

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne

Auxerre, le 19/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SHAMROCK ENVIRONNEMENT**

23, route de Chamvres  
ZI des Lanieres  
89300 JOIGNY

Références :

2 2 0 3 8 3

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement SHAMROCK ENVIRONNEMENT implanté 23, route de Chamvres ZI des Lanieres 89300 JOIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été menée de façon inopinée dans le cadre de l'action coup de poing incendie menée conjointement par l'UID DREAL et le SDIS en mai afin de vérifier les suites données à l'APMD de 2021 portant sur la défense incendie et le registre des déchets et vérifier les mesures prises pour la vérification de l'absence de radioactivité des déchets entrants.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SHAMROCK ENVIRONNEMENT
- 23, route de Chamvres ZI des Lanieres 89300 JOIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0025400024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site SUEZ RV YONNE METAUX de Joigny est un centre de tri-transit de déchets d'ordures ménagères, de la collecte sélective et de métaux ferreux et non ferreux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention du risque incendie, déchets, radioactivité.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--------------------------|--|--|---|
| Radioactivité            | Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 37.2 | /  | Mesures d'urgence   |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'APMD du 26 juillet 2021 est respecté.

Un arrêté de mesure d'urgence est proposé afin de rétablir un contrôle de l'absence de radioactivité des déchets entrants et de réaliser une levée de doût sur les stocks présents en raison de l'absence de contrôles opérés depuis 2 mois environ.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Réserves d'eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/07/2021, article 1er   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect des dispositions du 32.5.1 de l'AP du 29/7/05  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>respecter les dispositions de l'art 32,5,1 de l'APA en disposant d'une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> équipée de deux branchements standardisés pour les engins d'intervention et de 2 poteaux incendie armés d'un débit de 60 m <sup>3</sup> /h, ou tout autre dispositif équivalent permettant de fournir de l'eau en quantité suffisante au regard des risques présents sur le site.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place une réserve d'eau de 180 m <sup>3</sup> à l'entrée du site, donnant sur la route de Chamvres fin 2021. Cette réserve est munie de 2 raccords pompier. L'exploitant a indiqué qu'elle avait été réceptionnée par le SDIS de l'Yonne.<br>Dans la partie arrière du site, l'exploitant a mis en place une seconde réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> , équipée d'un raccord pompier.<br>L'APMD est respecté sur ce point, avec un volume d'eau mis à disposition en cas d'incendie supérieur à la prescription.                         |
| <b>Observations :</b> Les justificatifs de la réception de ces deux réserves d'eau sont à transmettre à l'Inspection des ICPE.<br>L'attention de l'exploitant est attirée sur deux points : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'existence de trous en cours de formation au niveau de la dalle sur laquelle est posée la réserve de 180 m<sup>3</sup> côté rue ;</li><li>- la nécessité de disposer d'une aire d'aspiration pour les pompiers sur la route de Chamvres.</li></ul> L'exploitant est invité se rapprocher du gestionnaire de voirie pour la faire matérialiser. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle : Registres déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/07/2021, article 1er  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des dispositions des art 1 et 2 de l'AM du 29/2/12   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>respecter les dispositions des articles 1 et 2 de l'AM du 29/2/12 en disposant de registres des déchets entrants et sortants complets et exhaustifs.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a pu fournir à l'Inspection des ICPE les registres des déchets entrants et sortants extraits du logiciel de suivi mis en place. Le registre comprend les différentes informations attendues.<br>L'APMD est respecté sur ce point. |
| <b>Observations :</b> sans   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### Nom du point de contrôle : Radioactivité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/07/2005, article 37.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets autorisés   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires à la détection des déchets non autorisés, en particulier en ce qui concerne les déchets radioactifs ; la conduite à tenir en cas de détection de déchet non autorisé doit être définie par consignes écrites.  |
| <b>Constats :</b> Au jour du contrôle, l'Inspection des installations classées a relevé que l'entrée du site était en travaux, notamment au niveau du pont bascule équipé d'un portique de détection de la radioactivité double voie dont l'accès est interdit. L'exploitant interrogé a indiqué que ces travaux étaient en cours depuis deux mois environ et qu'un second pont bascule avait été mis en place temporairement dans la cour principale. Ce pont ne dispose pas d'un portique de détection de la radioactivité. Aucun contrôle de la radioactivité n'a été mis en place par ailleurs. Cette situation dure depuis environ 2 mois. Cette situation relève d'une non-conformité majeure, la réglementation prévoyant que chaque déchet entrant fasse l'objet d'une vérification de l'absence de radioactivité.<br>Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a suspendu l'admission de nouveaux déchets sur le site sans procéder au contrôle de l'absence de radioactivité préalable à compter de 10h le jour même. En l'état, le site est susceptible d'avoir accueilli des déchets radioactifs qui s'y trouveraient encore. Une levée de doute radiologique doit être faite. |
| <b>Observations :</b> voir projet d'APMU   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence   |